

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 31 (1913)
Heft: 17

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Abonnemente:

Schweiz; Jährlich Fr. 6
2tes Semester 3
Ausland: Zuschlag des Porto
Es kann nur bei der Post
abonnirt werden
Preis einzelner Nummern 15 Cts.

Abonnements:

Suisse: un an fr. 6
2e semestre 3
Etranger: Plus frais de port
On s'abonne exclusivement
aux offices postaux
Prix du numéro 15 cts.

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce

Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint 1-2mal täglich
ausgenommen Sonn- und Feiertage

Redaktion und Administration
im Eidgenössischen Handelsdepartement

Rédaction et Administration
au Département fédéral du commerce

Parait 1 à 2 fois par jour
les dimanches et jours de fête exceptés

Annoncen-Regie: HAASENSTEIN & VOGLER

Insertionspreis: 25 Cts. die fünfspaltene Petitzeile (für das Ausland 35 Cts.)

Régie des annonces: HAASENSTEIN & VOGLER

Prix d'insertion: 25 cts. la ligne (pour l'étranger 35 cts.)

Diese Nummer umfasst acht Seiten — Ce numéro renferme huit pages

Inhalt — Sommaire

Konkurse. — Faillites. — Nachlassverträge. — Concordats. — Abhanden gekommene Wertpapiere. — Titres disparus. — Handelsregister. — Register du commerce. — Literarisches und künstlerisches Eigentum. — Propriété littéraire et artistique. — Betriebsergebnisse der Schweizerischen Bundesbahnen. — Résultats de l'exploitation des chemins de fer fédéraux. — Die Beaufsichtigung des Getreidehandels in Kanada durch die Regierung. — Metallmarkt. — Weltenate. — Propriété industrielle.

Amtlicher Teil — Partie officielle

Konkurse — Faillites — Fallimenti.

Konkurrenzeröffnungen — Ouvertures de faillites

Die Gläubiger der Gemeinschuldner und alle Personen, die auf in Händen eines Gemeinschuldners befindliche Vermögensgegenstände Anspruch machen, werden angefordert, binnen der Eingabefrist ihre Forderungen oder Ansprüche, unter Einlegung der Beweismittel (Schuldscheine, Buchauszüge etc.) in Original oder amtlich beglaubigter Abschrift, dem betreffenden Konkursante einzugeben.
Desgleichen haben die Schuldner der Gemeinschuldner sich binnen der Eingabefrist als solche anzumelden, bei Straffolgen im Unterlassungsfalle.
Wer Sachen eines Gemeinschuldners als Pfandgläubiger oder aus andern Gründen besitzt, hat sie, ohne Nachteil für sein Vorzugsrecht, binnen der Eingabefrist dem Konkursante zur Verfügung zu stellen; bei Straffolgen im Unterlassungsfalle; im Falle ungerechtfertigter Unterlassung einleitet zudem das Vorzugsrecht.

Les créanciers des faillits et ceux qui ont des revendications à exercer, sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique.
Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer, sous les peines de droit, dans le délai fixé pour les productions.
Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office, dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés; faute de quoi, ils encourrent les peines prévues par la loi et seront déchués de leur droit de préférence sauf excuse suffisante.
Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées des créanciers.

Den Gläubigerversammlungen können auch Mitschuldner und Bürgen des Gemeinschuldners, sowie Gewährspflichtige beiwohnen.
Kt. Zürich Konkursamt Oberstrass in Zürich IV. (469)
Gemeinschuldnerin: Firma Frau J. Bässli-Fierz, Daeböcker-geschäft, Röschiachstrasse Nr. 46, in Zürich IV.
Datum der Konkurseröffnung: 17. Januar 1913.
Erste Gläubigerversammlung: Samstag, den 25. Januar 1913, nachmittags 3 Uhr, im Restaurant zum Anker, des Herrn Siegfried am Wasser, in Wipkingen-Zürich IV.
Eingabefrist: Bis 22. Februar 1913.

Les créanciers des faillits et ceux qui ont des revendications à exercer, sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique.
Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer, sous les peines de droit, dans le délai fixé pour les productions.
Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office, dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés; faute de quoi, ils encourrent les peines prévues par la loi et seront déchués de leur droit de préférence sauf excuse suffisante.
Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées des créanciers.

Kt. Bern Konkursamt Bern-Stadt (466)
Gemeinschuldner: Dietrich, Wilhelm Friedrich, Inhaber der Firma «F. Wilh. Dietrich», Holzhändler, früher Breitnonrainstrasse 19, in Bern, nun unbekanntes Aufenthalts.
Datum der Konkurseröffnung: 8. Januar 1913.
Summarisches Verfahren (Art. 231 des Gesetzes).
Eingabefrist: Bis 11. Februar 1913.

Les créanciers des faillits et ceux qui ont des revendications à exercer, sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique.
Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer, sous les peines de droit, dans le délai fixé pour les productions.
Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office, dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés; faute de quoi, ils encourrent les peines prévues par la loi et seront déchués de leur droit de préférence sauf excuse suffisante.
Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées des créanciers.

Kt. Basel-Stadt Konkursamt Basel-Stadt (464)
Gemeinschuldner: Ruegger-Rougemont, E. G., gewesener Inhaber der Firma «E. G. Ruegger», Farbenfabrik, Handel in Farben, Lacken, Firnissen und chemisch-technischen Produkten, wohnhaft Spalenring 409.
Datum der Konkurseröffnung: 11. Januar 1913, infolge Betreibung.
Erste Gläubigerversammlung: Freitag, den 24. Januar 1913, nachmittags 3 Uhr, im Gerichtshaus, Bäumeingasse 3, ebener Erde, rechts.
Eingabefrist: Bis und mit 22. Februar 1913.

Les créanciers des faillits et ceux qui ont des revendications à exercer, sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique.
Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer, sous les peines de droit, dans le délai fixé pour les productions.
Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office, dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés; faute de quoi, ils encourrent les peines prévues par la loi et seront déchués de leur droit de préférence sauf excuse suffisante.
Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées des créanciers.

Kt. Appenzel A.-Rh. Konkursamt Hinterland in Herisau (187)
Gemeinschuldner: Rüttsché, Josef, Bauunternehmer an der Melonenstrasse, in Herisau.
Datum der Konkurseröffnung: 16. Januar 1913.
Summarisches Verfahren (Art. 231 des Gesetzes).
Eingabefrist: Binnen 20 Tagen, vom 16. Januar an, beim obgenannten Konkursamt.

Les créanciers des faillits et ceux qui ont des revendications à exercer, sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique.
Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer, sous les peines de droit, dans le délai fixé pour les productions.
Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office, dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés; faute de quoi, ils encourrent les peines prévues par la loi et seront déchués de leur droit de préférence sauf excuse suffisante.
Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées des créanciers.

Kt. Thurgau Betreibungsamt Weinfelden (488)
Gemeinschuldner: Häberli, Julius, Maurermeister, von Illighausen, in Weinfelden.
Datum der Konkurseröffnung: 20. Januar 1913, zufolge Insolvenzerklärung.
Erste Gläubigerversammlung: Donnerstag, den 30. Januar 1913, nachmittags 2 1/2 Uhr, im Rathaus, in Weinfelden.
Eingabefrist: Bis 20. Februar 1913.

Les créanciers des faillits et ceux qui ont des revendications à exercer, sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique.
Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer, sous les peines de droit, dans le délai fixé pour les productions.
Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office, dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés; faute de quoi, ils encourrent les peines prévues par la loi et seront déchués de leur droit de préférence sauf excuse suffisante.
Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées des créanciers.

Ct. de Vaud Arrondissement de Vevey (476)
Failli: Jomini, Benjamin, négociant, à Vevey.
Date de l'ouverture de la faillite: 4 janvier 1913.
Liquidation sommaire (art. 231 L.P.).
Délai pour les productions: 12 février 1913.

Les créanciers des faillits et ceux qui ont des revendications à exercer, sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique.
Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer, sous les peines de droit, dans le délai fixé pour les productions.
Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office, dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés; faute de quoi, ils encourrent les peines prévues par la loi et seront déchués de leur droit de préférence sauf excuse suffisante.
Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées des créanciers.

Kollokationsplan — Etat de collocation

Der ursprüngliche oder abgeänderte Kollokationsplan erwächst in Rechtskraft, falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem Konkursgerichte angefochten wird.
L'état de collocation, original ou rectifié, passe en force s'il n'est attaqué dans les dix jours par une action intentée devant le juge qui a prononcé la faillite.

Ct. de Berne District de Courtelary (181)
Faillite: Leonidas Watch Factory, S. A., à St-Imier.
L'état de collocation des créanciers de la faillite sus-indiquée, modifié à la suite de transactions diverses, peut être consulté à l'office des faillites de Courtelary. Les actions en contestation de l'état de collocation doivent être introduites dans les 10 jours, à dater de cette publication, sinon l'état de collocation sera considéré comme accepté.
St-Imier, le 22 janvier 1913.

Administration de la faillite: sig. Ch. Schneider. — sig. Th. Jeanquenin, notaire.

Kt. Basel-Stadt Konkursamt Basel-Stadt (163)
Gemeinschuldnerin: Wwe. Wächter-Bohrer, Anna M. Cbarlotte.
Anfechtungsfrist: Zehn Tage.

Kt. St. Gallen Konkursamt Gossau (171)
Gemeinschuldner: Martin, Emil, Zimmeregeschäft, in Arnegg bei Gossau.
Anfechtungsfrist: Bis 2. Februar 1913.

Ct. de Vaud Office des faillites de Lavaux (172)
Failli: Borgatta, François, carrosserie lausannoise, à Lausanne.
Délai pour interdire l'action en opposition: Dix jours.

Einschluss des Konkursverfahrens — Suspension de la liquidation
(B.-G. 230.) (L. P. 230.)
Falls nicht binnen zehn Tagen ein Gläubiger die Durchführung des Konkursverfahrens begehrt und für die Kosten hinreichende Sicherheit leistet, wird das Verfahren geschlossen.
La faillite sera clôturée faute par les créanciers de réclamer dans les dix jours l'application de la procédure en matière de faillite et d'en avancer les frais.

Kt. Basel-Stadt Konkursamt Basel-Stadt (173)
Gemeinschuldner: Liede, Friedrich, Küfer, wohnhaft Spalenring 28.
Datum der Konkurseröffnung: 8. Januar 1913.
Datum der Einstellungsverfügung: 15. Januar 1913, mangels Aktiven.
Einspruchsfrist: Bis 3. Februar 1913.

Schluss des Konkursverfahrens — Clôture de la faillite
(B.-G. 268.) (L. P. 268.)
Chiusura della procedura di fallimento
(L. E. 268.)

Kt. Zürich Konkursamt Riesbach in Zürich V (175)
Gemeinschuldnerin: Firma B. Rittermann, An- und Verkauf von Liegenschaften, Dufourstrasse 197, in Zürich V.
Datum des Schlusses: 13. Januar 1913.

Kt. Zürich Konkursamt Zürich (167)
Gemeinschuldnerin: Kollektivgesellschaft Otto Meyer & Cie., an der Bahnhofstrasse 81, in Zürich.
Datum des Schlusses: 14. Januar 1913.

Ct. del Ticino Ufficio dei fallimenti di Leventina in Faido (174)
Faillito: Bronner, Louis, in Ambri, d'ignota dimora.
Decreto di chiusura: 13 gennaio 1913.

Ct. de Vaud Office des faillites de Morges (186)
Failli: Franfort, Henri, Café du Nord, à Morges.
Date de la clôture: 10 janvier 1913.

Widerruf des Konkurses — Révocation de la faillite
(B.-G. 195 u. 317.) (L. P. 195 et 317.)

Kt. Thurgau Betreibungsamt Kreuzlingen (180)
Die Konkurseröffnung über Futterknecht, J., in Kreuzlingen, wird infolge Rückzug des Konkursbegehrens widerrufen.

Konkurssteigerungen — Vente aux enchères publiques après faillite
(B.-G. 257.) (L. P. 257.)

Kt. Zürich Konkursamt Meilen (3089)
Aus dem Nachlasse des Stauder, Emil, Kaufmann, von St. Gallen, wohnhaft gewesen in Meilen, werden Montag, den 3. Februar 1913, nachmittags 2 Uhr, im Gasthof zum Löwen, in Meilen, öffentlich versteigert:
1) 1 Wohnhaus in Hofstetten-Meilen gelegen, unter Nr. 509 für Fr. 59,000 assekuriert.
2) 1 Oekonomiegebäude, unter Nr. 508, inklusive 1 Azetylenapparat, für Fr. 5600 assekuriert.
3) Cirka 42 Aren 93 m² Grundfläche obiger Gebäude, Hofraum, Garten und Wiesen dabei.

Die Steigerungsbedingungen können vom 20. Januar 1913 an beim Konkursamt Meilen eingesehen werden. An die Kaufsumme sind bei der Gant Fr. 500 bar zu bezahlen.

Kt. Zürich Konkursamt Winterthur (170)
Eigenschaften - Steigerung

Aus dem Konkurse über Hotz, Edward, von Elsau, Käse- und Butterhandlung, unterer Graben 21, in Winterthur, gelangen Freitag, den 24. Februar 1913, nachmittags 4 Uhr, im Sitzungszimmer des Konkursamtes Winterthur, auf öffentliche Steigerung:

Das Wohnhaus Nr. 188 (schwarz), Polizei-Nr. 21, am unteren Graben, für Fr. 26,000 asssekuriert, mit 79,3 m² Grundfläche, 11,3 m² überbautem und 8,6 m² offenem Hofraum.

Amliche Schätzung: Fr. 36,000. Es wird voraussichtlich Zusage erfolgen.

Die Steigerungsbedingungen liegen zur Einsicht an.

Kt. Zürich Konkursamt Zürich (165)

Aus dem Konkurse über den Nachlass des Stauder, Emil, Kaufmann, von St. Gallen, wohnhaft gewesen in Meilen, wird Montag, den 24. Februar 1913, nachmittags 5 Uhr, im Restaurant Schneebeli, am Limmatquai Nr. 16, in Zürich, öffentlich versteigert:

Das Wohnhaus mit Veranda und gewölbtem Keller, Nr. 1015, auf der Mauer Nr. 19, in Zürich I, gelegen, für Fr. 95,500 asssekuriert, mit 1 Are 89,33 m² Grundfläche und 2 Aren 47,41 m² Hofraum und Garten dabei.

Die Steigerungsbedingungen liegen hierorts und beim Konkursamt Meilen zur Einsicht an.

Kt. Basel-Stadt Konkursamt Basel-Stadt (168)

Gemeinschuldner: Böhm-Kläffiger, Jobs.
Ort, Tag und Stunde der Versteigerung: Samstag, den 25. Januar 1913, vormittags 11 Uhr, in Nr. 104, Bruderholzstrasse, in Basel.

Verwertungsgegenstand: 1 Fassballe, 1 Eiskellereinrichtung, 1 Flaschen-spül- und 1 Abfüllapparat, zirka 8000 Bierflaschen, 1 Dynamo, verschiedene Kisten, etc.

Nachlassverträge — Concordats — Concordati

Nachlassstundung und Aufruf zur Forderungseingabe
(B.-G. 295—297 u. 300.)

Sursis concordataire et appel aux créanciers
(L. P. 295—297 et 300.)

Den nachbenannten Schuldner ist für die Dauer von zwei Monaten eine Nachlassstundung bewilligt worden.

Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen in der Eingabefrist beim Sachwalter einzubringen, unter der Androhung, dass sie im Unterlassungsalle bei den Verhandlungen über den Nachlassvertrag nicht stimmberechtigt wären.

Eine Gläubigerversammlung ist auf den unten hiefür bezeichneten Tag einberufen. Die Akten können während zehn Tagen vor der Versammlung eingesehen werden.

Les débiteurs ci-après ont obtenu un sursis concordataire de deux mois.

Les créanciers sont invités à produire leurs créances auprès du commissaire dans le délai fixé pour les productions, sous peine d'être exclus des délibérations relatives au concordat.

Une assemblée des créanciers est convoquée pour la date indiquée ci-dessous. Les créanciers peuvent prendre connaissance des pièces pendant les dix jours qui précèdent l'assemblée.

Kt. Zürich Bezirksgericht Zürich, III. Abteilung (191)

Schuldner: Schaich, Johannes, Fuhrhalter, Seefeldstrasse Nr. 304, Zürich V.

Datum der Bewilligung der Stundung: 8. Januar 1913.

Sachwalter: Dr. jur. Ad. Tobler, Rechtsanwalt in Zürich.

Eingabefrist: Bis 11. Februar 1913, beim Sachwalter.

Gläubigerversammlung: Samstag, den 22. Februar 1913, nachmittags 2 1/2 Uhr, im Restaurant «Zimmerleuten».

Frist zur Einsicht der Akten: Vom 12. Februar 1913 an, im Bureau des Sachwalters, Grossmünsterplatz 2, Zürich I.

Kt. Luzern Konkurskreis Luzern (177)

Schuldner: Gut, A., Müller, Luzern.

Datum der Bewilligung der Stundung: 15. Januar 1913.

Sachwalter: Roman Gut, in Firma «Gut & Cie.», Bankgeschäft, Luzern.

Eingabefrist: Bis mit 15. Februar 1913, beim Sachwalter.

Gläubigerversammlung: Samstag, den 8. März 1913, nachmittags 3 Uhr, im Saale des «Hotel Helvetia», in Luzern.

Frist zur Einsicht der Akten: Vom 25. Februar 1913 an, im Bureau des Sachwalters.

Kt. Graubünden Nachlassbehörde des Kreises Davos (190)

Schuldnerin: Kurhaus u. Sanatorium Seehof A. G., in Davos-Dorf.

Datum der Bewilligung der Stundung: 14. Januar 1913.

Sachwalter: Dr. Anton Stiffler, Rechtsanwalt in Davos-Platz.

Ct. de Genève Office des faillites de Genève (185)

Débitrice: Société Anonyme par actions La Barque, fabrique de chaussures, Quai St-Jean 18, à Genève.

Date du jugement accordant le sursis: 16 janvier 1913.

Commissaire au sursis concordataire: F. Lecoultré, directeur de l'office des faillites.

Délai pour les productions: 11 février 1913.

Assemblée des créanciers: Lundi, 3 mars 1913, à 10 heures du matin, à Genève, Rue de l'Évêché 1, au 1^{er} étage.

Délai pour prendre connaissance des pièces: Dès le 21 février 1913.

Verhandlung über den Nachlassvertrag — Délibération sur l'homologation de concordat
(B.-G. 304.) (L. P. 304.)

Die Gläubiger können ihre Einwendungen gegen den Nachlassvertrag in der Verhandlung anbringen.

Les opposants au concordat peuvent se présenter à l'audience pour faire valoir leurs moyens d'opposition.

Ct. de Fribourg Président du tribunal de l'arrondissement de la Sarine, à Fribourg (189)

Failli: Knuichel, Jacques, auhergiste, à Fribourg.

Jour, heure et lieu de l'audience: Samedi, 1^{er} février 1913, à 10 heures du jour, en la salle du tribunal, à Fribourg.

Kt. Basel-Stadt Zivilgericht des Kantons Basel-Stadt (192)

Schuldner: Müller-Le Crest, Emanuel, Händler mit Bestandteilen von Automobilen, Motorbooten und Flugmaschinen und Inhaber der Firma «E. Müller-Le Crest», Theaterstrasse 18, in Basel.

Ort, Tag und Stunde der Verhandlung: Freitag, den 31. Januar 1913, vormittags 8 1/2 Uhr, vor Zivilgericht des Kantons Basel-Stadt (Zivilgerichtssaal, Bäumleingasse 3, im 1. Stock).

Kt. St. Gallen Bezirksgericht Unterrheinthal (183)

Schuldner: Messmer, Robert, Tuobgeschäft, Rheineck.

Ort, Tag und Stunde der Verhandlung: Dienstag, den 28. Januar 1913, vormittags 9 Uhr, im Rathaus Rheineck.

Ct. de Genève Tribunal de première instance de Genève (179)

Débiteur: Cormier, Laurent, négociant en bâches, stores, Route des Acaacias 6, Genève.

Jour, heure et lieu de l'audience: 27 janvier 1913, à 9 heures, à Genève, Palais de justice, Place du Bourg-de-Four, 2^e cour, 1^{er} étage, salle A.

Bestätigung des Nachlassvertrages — Homologation du concordat
(B.-G. 308.) (L. P. 308.)

Kt. Bern Konkurskreis Bern-Stadt (178)

Schuldner: Meyer & Co, Eisen- und Glaswarenhandlung, in Ostermündigen.

Datum der Bestätigung: 7. Januar 1913.

Bern, den 13. Januar 1913.

Der Sachwalter: E. Roth, Notar.

Kt. Basel-Stadt Zivilgericht des Kantons Basel-Stadt (193)

Schuldnerin: Kollektivgesellschaft Worman Söhne, Herren- und Damenkonfektion, Eisengasse 14, in Basel.

Datum der Bestätigung: 18. Januar 1913.

Die Auszahlung der Nachlassdividende besorgt die Basler Kantonalbank, Blumenrain 2.

Verschiedene Bekanntmachungen — Avis divers

Kt. Zürich Konkursgericht Zürich (182)

Konkursdekret

Der Konkursrichter des Bezirksgerichtes Zürich hat unterm 17. Januar 1913 in Sachen des H. Höhn, Holzhandlung, in Samstagern, der Firma Keller & Cie., mech. Ziegeleien, in Pfungen, Ansprechbar, gegen die Firma J. Bassi-Fierz, Dachdeckereigeschäft, wohnhaft gewesen Rösoblihastrasse 46, in Zürich IV, deren Aufenthaltsort hier unbekannt ist, Angesprochene, betreffend Gesuch um Konkurseröffnung,

verfügt:

1) Ueber genannte Firma J. Bassi-Fierz wird der Konkurs eröffnet und das Konkursamt Oberstrass mit dem sofortigen Vollzuge beauftragt.

2) Diese Verfügung ist dem Schuldner durch öffentliche Publikation mitzuteilen.

3) Ein Rekurs gegen dieses Dekret kann innert zehn Tagen, von der Bekanntmachung im Schweiz. Handelsamtsblatt an gerechnet, bei der Rekurskammer des Obergerichtes des Kantons Zürich eingereicht werden.

Zürich, den 20. Januar 1913.

Namens des Konkursrichters,

Der Substitut: Dr. E. Huber.

Abhanden gekommene Werttitel — Titres disparus — Titoli smarriti

Der allfällige Inhaber des Schecks Nr. 037510 (4235), auf den Schweiz. Bankverein in Zürich, ausgestellt am 1. Juli 1912 von A. Rasini, in Mailand, an die Ordre von Oskar Kielmeyer und von diesem weiter giriert an Alois Zodel, in Zürich V, im Betrage von Fr. 512.50, wird hierdurch aufgefordert, diesen Scheck binnen sechs Monaten, von der ersten Publikation im Schweiz. Handelsamtsblatt an gerechnet, dem unterzeichneten Richter vorzulegen, ansonst der Scheck als kraftlos erklärt würde.

Zürich, den 20. November 1912.

(W 283*)

Im Namen des Bezirksgerichtes Zürich, II. Abteilung,

Der Gerichtsschreiber: Lehmeier.

Der unbekannt Inhaber der Aktien Nr. 11, 12, 13, 17, 22, 23, 40, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87 und 88 mit zulegenden Coupons, zu Fr. 500, lautend auf den Inhaber, der Baugesellschaft Obstberg, in Bern, wird hiermit aufgefordert, diese Urkunden binnen einer Frist von 3 Jahren, vom ersten Erscheinen dieser Publikation im Schweiz. Handelsamtsblatt an gerechnet, dem unterzeichneten Richter vorzulegen, widrigenfalls deren Amortisation ausgesprochen wird.

Bern, den 11. Januar 1913.

(W 14*)

Der Gerichtspräsident III von Bern: Marti.

Der unbekannt Inhaber der 3% Obligation der Schweiz. Eisenbahnen-Rente von Fr. 1000, 1. Serie, Nr. 23862, von 1897, wird hiermit aufgefordert, diese Urkunde binnen einer Frist von 3 Jahren, vom ersten Erscheinen dieser Publikation im Schweiz. Handelsamtsblatt an gerechnet, dem unterzeichneten Richter vorzulegen, widrigenfalls deren Amortisation ausgesprochen wird.

Bern, den 11. Januar 1913.

(W 15*)

Der Gerichtspräsident III von Bern: Marti.

Weil das im Schweiz. Handelsamtsblatt vom 30. Oktober, vom 14. und vom 28. November 1912 veröffentlichte Begehren auf Kraftloserklärung der vier Obligationen der Hypothekenbank in Basel, Nr. 1090 der Serie C, Nr. 3307, 3308 und 3309 der Serie D und der dazu gebührenden Zinscoupons, sowie der am 1. Januar 1913 verfallenden Zinscoupons zu den sechs Obligationen derselben Bank, Nr. 3721 bis 3726 der Serie D, zurückgezogen worden ist, wird die Auskundung dieser Wertpapiere hiemit widerrufen, gemäss Beschluss des Zivilgerichtes vom 17. Januar 1913.

Basel, den 22. Januar 1913.

(W 19)

Zivilgerichtsschreiber.

Ensuite d'ordonnance de ce jour, sommation est faite au détenteur inconnu du carnet d'épargne n° 3512, valeur fr. 327.70, au 31 décembre 1912, faisant en faveur d'Ernest Litzistorf, fils de Julien, à Chésoy, contre la Banque de l'Etat de Fribourg, d'avoir à le produire au greffe du tribunal de la Sarine, à Fribourg, dans le délai de 3 mois, dès la première sommation, faute de quoi l'annulation en sera prononcée.

Fribourg, le 10 janvier 1913.

(W 12*)

Le président: M. Berset.

Handelsregister — Registre du commerce — Registro di commercio

I. Hauptregister — I. Registre principal — I. Registro principale

Bern — Berne — Berna

Bureau Aarberg

Zuckerwarenfabrik. — 1913. 20. Januar. Die Firma J. Arni in Lyss, Zuckerwarenfabrik (S. H. A. B. Nr. 326 vom 29. November 1898, pag. 1355), erteilt Prokura an Walter Arni, von Lütterswil, in Lyss, Sohn des Firmainhabers.

Bureau Bern

20. Januar. Die Firma J. U. Zulliger, Baugeschäft, in Bern (S. H. A. B. Nr. 111 vom 4. Mai 1911, pag. 750), ist infolge Aufgabe des Geschäftes erloschen.

Kleiderfärberei, etc. — 20. Januar. Die Kollektivgesellschaft unter der Firma Haerberli & Kleiber, Kleiderfärberei und chemische Waschanstalt, in Bern (S. H. A. B. Nr. 204 vom 17. August 1911, pag. 1385), hat sich aufgelöst; die Firma ist erloschen. Aktiven und Passiven gehen über an die Firma «E. Haerberli».

Inhaber der Firma E. Haerberli in Bern ist Emil Oskar Haerberli, von Zürich, wohnhaft in Bern. Die Firma übernimmt Aktiven und Passiven der erloschenen Firma «Haerberli & Kleiber». Kleiderfärberei und chemische Waschanstalt. Tscharnerstrasse 60 a.

Modes. — 20. Januar. Inhaberin der Firma M^{me} A. Schmidlin in Bern ist Elisabeth Schmidlin, geb. Bürgin, von Luzern, wohnhaft in Bern. Modes. Elisbethgasse 20.

Bureau de Porrentruy

Commerce général en Abyssinie et au Somaliland. — 18 janvier. Louis Dubail, fils de Louis et de Marie, née Frossard, originaire de Porrentruy, y domicilié, Louis Dubail, fils de Joseph et de Françoise, née Tondeur, originaire de Porrentruy, y demeurant, Samuel Lerch, fils de Samuel et d'Elise, née Waelchli, originaire de Brittnau (Argovie), demeurant à Bâle, et Robert Chiffelle, fils d'Henri-Numa et d'Elise, née Jeanneret, originaire de Lignéres (Neuchâtel), demeurant à Addis-Abbeba, en Abyssinie, ont constitué, à Porrentruy, sous la raison sociale Louis Dubail & Cie., une société en commandite, qui commencera le 1^{er} avril 1913. Louis Dubail, fils de Louis, est associé indéfiniment responsable. Sont associés commanditaires: Louis Dubail, père, fils de Joseph, pour une commandite de deux cent cinquante mille francs (fr. 250,000); Samuel Lerch pour une somme de quatre cent mille francs (fr. 400,000); Robert Chiffelle pour une somme de cent cinquante mille francs (fr. 150,000). Ensemble le montant des commandites est de huit cent mille francs (fr. 800,000). Robert Chiffelle reçoit en même temps procuration de la maison. Celle-ci donne une autre procuration à Bernard Lerch, fils du prénommé Samuel Lerch, originaire de Brittnau, demeurant à Bâle. Commerce général en Abyssinie et au Somaliland, tant par l'importation et la vente dans ces pays, que par l'exportation de ces mêmes pays à destination d'autres, de tous genres d'objets et marchandises. Bureaux: Addis-Abbeba (Abyssinie), Djibouti (côte française des Somalis) et Porrentruy.

Bureau Schlosswil (Bezirk Konofigingen)

Wirtschaft, Handlung, etc. — 20. Januar. Die Einzelfirma J. Hofer-Gründer, Speisewirtschaft, Tuch-, Battfedern- und Sämereihandlung, in Bigenthal, Gemeinde Walkringen (S. H. A. B. Nr. 40 vom 24. Februar 1891, pag. 159), wird wegen Aufgabe des Geschäftes gelöst.

Bureau Wangen

19. Januar. Die Consumgenossenschaft Wangen und Umgebung mit Sitz in Wangen a. A. (S. H. A. B. Nr. 276 vom 7. November 1907) hat in ihrer Generalversammlung vom 15. Dezember 1912 in den Vorstand gewählt: An Stelle des Ernst Vogel, nunmehr Verwalter: Fritz Kobi, Sekundarlehrer in Wiedlisbach, und an Stelle des Fritz Schertenleib: Jean Ryf, Steinbohrermeister, von und in Attiswil. In der Vorstandssitzung vom 21. Dezember 1912 wurden sodann gewählt: 1) Als Sekretär des Vorstandes: Fritz Kobi, Sekundarlehrer, obgenannt; 2) als Betriebskommission: Die Vorstandsmitglieder Robert Hubler, Landwirt in Wiedlisbach; Fritz Gerber, Fabrikarbeiter in Attiswil, und Fritz Anderegg, Fabrikarbeiter, von und in Wangen, letzterer als Präsident derselben.

St. Gallen — St-Gall — San Gallo

1913. 13. Januar. Unter dem Namen Harmonie Ragaz besteht mit Sitz in Ragaz ein Verein, der die musikalische Unterhaltung und die Pflege eines möglichst kameradschaftlichen Lebens bezweckt. Die Statuten datieren vom 11. März 1911. Jeder in bürgerlichen Ehren und Rechten stehende Einwohner der politischen Gemeinde Ragaz kann, sofern er genügend musikalische Vorkenntnisse besitzt, mit dem absoluten Stimmenmehr sämtlicher Aktivmitglieder auf Antrag der Kommission als Aktivmitglied aufgenommen werden. Die Eintrittsgebühr bestimmt die Gesellschaft, ebenso die Austrittsgebühr, welche mindestens Fr. 25 beträgt. Die regelmässigen Mitgliederbeiträge werden in Ermangelung statutarischer Bestimmungen nach Massgabe von Art. 71 Z. G. B. festgesetzt. Mitglieder, welche 10 Jahre aktiv mitgewirkt haben, können auf vorhergegangene, schriftliche Kündigung ohne Austrittsgebühr austreten; ebenso bezahlten Mitglieder, denen ein aktives Mitwirken wegen Krankheit dauernd unmöglich wird, keine Austrittssteuer. Die Mitgliedschaft erlischt nach fünfjähriger Abwesenheit von der Gemeinde, bei früherer Rückkehr sind die Mitglieder wieder zum Beitritt verpflichtet. Der Austretende verliert jeden Anspruch an das Vereinsvermögen, bei allfälligen Vereinspassiven hat derselbe sein Betreffnis zu entrichten. Bei fortgesetztem ordnungswidrigen und ruhestörendem Betragen steht der Gesellschaft das Ausschlussrecht zu. Für die Ausgeschlossensten gelten rücksichtlich der Verpflichtungen gegen den Verein die gleichen Bestimmungen wie für die Austretenden. Die Organe des Vereins sind: a. Die Hauptversammlung; b. das Komitee, und c. die Rechnungskommission. Die rechtsverbindliche Unterschrift für den Verein führen der Präsident, Vizepräsident und der Aktuar je zu zweien kollektiv. Präsident ist Otto Locher; Vizepräsident: Johann Triet; Aktuar: Josef Zai; alle drei in Ragaz.

14. Januar. Unter der Firma Elektrizitätswerk Salez besteht mit Sitz in Salez, politische Gemeinde Senwald, eine Genossenschaft, nach Art. 27 des Schweizerischen Obligationenrechtes, von unbeschränkter Dauer. Die Statuten datieren vom 2. Mai 1912. Ein direkter Gewinn wird nicht beabsichtigt. Die Genossenschaft bezweckt die Erwerbung und Errichtung elektrischer Anlagen zu Beleuchtungszwecken und Abgabe von elektrischer Energie an Gewerbe und Betriebe. Mitglieder der Genossenschaft können die Eigentümer von Häusern und gewerblichen Betrieben werden, welche ihren Bedarf an elektrischer Energie aus dem von der

Genossenschaft erstellten Werke beziehen. Die Eigentümer von mehreren Häusern mit selbständigem Stromanschluss haben für jedes derselben ein Stimmrecht und Anspruch auf ebensoviel Teile des Genossenschaftsvermögens. Jedoch darf kein Mitglied mehr als vier Stimmen auf sich vereinigen. Die Mitglieder haften für die Verbindlichkeiten der Genossenschaft persönlich und solidarisch. Inert 10 Jahren, vom Eintritt (resp. für die ersten Mitglieder von der Gründung) an, ist der Austritt aus der Genossenschaft nicht gestattet. Nach Ablauf von 10 Jahren können die Mitglieder unter Einhaltung einer sechsmonatlichen Kündigungsfrist und gegen Entrichtung einer Entschädigung in der Höhe des zweifachen Betrages des durchschnittlichen jährlichen Stromkonsums aus der Genossenschaft austreten. Erfolgt keine Austrittserklärung, welche schriftlich an den Vorstand zu richten ist, so danert die Mitgliedschaft jeweils fünf Jahre weiter unter den gleichen Kündigungs- und Entschädigungsbedingungen. Die Mitgliedschaft erlischt bei Todesfall, kann aber auf die Erben übertragen werden. Die Erben sind jedoch zur Uebernahme der Mitgliedschaft nicht verpflichtet, haben aber in diesem Falle auch keinen Anspruch auf das Genossenschaftsvermögen. Im Falle die Gebäude oder Anlagen eines Genossenschafters durch Brand, Abbruch oder dergleichen zugrunde gehen, so kann der bisherige Eigentümer in der Genossenschaft bleiben, wenn er im Bereiche der Genossenschaft wieder ein Haus erwirbt oder neu erstellt, andernfalls hat derselbe Anspruch auf eine Entschädigung aus dem Gesellschaftsvermögen in der Weise, dass demselben 50 % seines Anteils an den aus den Betriebsergebnissen gemachten Vorschlägen zurückerstattet werden, solches aber erst nach Anrechnung einer jährlichen Amortisation von 4 % des Anlagekapitals. Die Mitglieder müssen bei Handänderungen ihren Käufern den Beitritt zur Genossenschaft zur Vertragsbedingung machen. Bei Nichtbeachtung dieser Bestimmung zahlen sie der Genossenschaft eine Entschädigung in der Höhe des durchschnittlichen jährlichen Stromkonsums für den Rest der 10, resp. 5 Jahre, während welcher sie noch zur Mitgliedschaft verpflichtet sind. Die Mitglieder zahlen ein Eintrittsgeld von Fr. 20. Im übrigen bestehen die Einnahmen der Genossenschaft aus freiwilligen Beiträgen (von Staat, Gemeinden und Privaten) und Bussen und aus Mietzinsen für Kraft und Licht laut Reglement. Die Organe der Genossenschaft sind: a. Die Genossenversammlung; b. die Kommission; c. die Rechnungskommission. Die Kommission besteht aus fünf Mitgliedern, sie vertritt die Genossenschaft nach aussen. Die rechtsverbindliche Unterschrift führen je zu zweien kollektiv der Präsident, der Kassier und Aktuar. Die Kommission besteht gegenwärtig aus folgenden Mitgliedern: Ulrich Berger, Präsident; Johann Berger, Kassier; Ulrich Berger, Aktuar; Heinrich Dinner und Jakob Hinderberger; alle in Salez.

20. Januar. Trinkwasserversorgungsgenossenschaft Buchen mit Sitz in Buchen, Gemeinde Oberuzwil (S. H. A. B. Nr. 216 vom 29. August 1907, pag. 1514, und Nr. 203 vom 22. Mai 1903, pag. 809). Die Hauptversammlung vom 21. September 1912 bestellte die Kommission aus folgenden Mitgliedern: Ulrich Aemisegger, von Mogselsberg, Präsident; Johann Lenz, von Niederhelfenschwil, Kassier, und Walter Kopp, von Romanshorn, Aktuar; alle drei in Buchen-Oberuzwil.

Stickererei. — 20. Januar. Die Firma Ed. Sturzenegger, Fabrikation von Hand- und Maschinenstickereien, in St. Gallen (S. H. A. B. Nr. 104 vom 17. November 1886, pag. 730, und Nr. 84 vom 8. Juni 1883, pag. 671), erteilt Kollektivprokura an Elise Leuzinger, von Mollis, und an Oscar Brander, von Ebnat, beide in St. Gallen.

Pflasterer. — 20. Januar. Inhaber der Firma Andreas Segesser in St. Gallen ist Andreas Segesser, von Aarwangen (Kt. Bern), in St. Gallen. Pflasterer. Aeusserer Sonnenweg 6.

20. Januar. Helvetia, Schweizerische Feuerversicherungs-Gesellschaft, Aktiengesellschaft mit Sitz in St. Gallen (S. H. A. B. Nr. 14 vom 2. Februar 1888, pag. 106). Die an Johannes Kirchbofer in St. Gallen erteilte Kollektivprokura ist erloschen.

20. Januar. Aetiengesellschaft zur Finanzierung der Schiessplatzbauten in der Altstadt Wyl mit Sitz in Wil (S. H. A. B. Nr. 284 vom 7. September 1899, pag. 1143). Die Unterschriften des bisherigen Präsidenten Fridolin Müller-Styger und des bisherigen Aktuars August Mahler sind infolge Rücktrittes der Genannten erloschen. An deren Stelle wurden gewählt: Zum Präsidenten: Joseph Zehnder, Buchdrucker, und zum Aktuar: Franz Graf, Chirurg, beide in Wil.

Tessin — Tessin — Ticino

Ufficio di Lugano

Vetri, cristalli, ecc. — 1913. 18 gennaio. Giuseppe Collimadaglia, di Buenos-Ayres, si è ritirato fin dal 1^o gennaio 1912 dalla società Bosetti, Malinverni & Co., Succ. a Luigi Brusotti, lavorazione di vetri, cristalli ed affini, in Lugano (F. u. s. di c. del 15 marzo 1909, n° 62, pag. 437), questa ragione sociale è per conseguenza radiata. Gli altri soci Andrea Malinverni e Enea Bosetti, entrambi da Vercelli (Italia), e domiciliati a Lugano, continuano questa società in nome collettivo, sotto la ragione sociale Bosetti & Malinverni, con sede in Lugano.

Ufficio di Mendrisio

18 gennaio. La società anonima Società di Trasporti Internazionali Seb. Boser, con sede in Milano e filiale in Chiasso (F. u. s. di c. del 30 giugno 1903, n° 164, pag. 1178, e del 21 aprile 1911, n° 98, pag. 666), ha conferito procura per la filiale di Chiasso a Carlo Zeller, fu Davide, da Riedschingen (Granducato di Baden), domiciliato a Chiasso.

Waadt — Vaud — Vaud

Bureau d' Echallens

1913. 15 janvier. Sous la raison sociale de Syndicat Agricole de Villars-le-Terroir, il est constitué une société coopérative, dont le siège est à Villars-le-Terroir. Ce syndicat a pour but: l'amélioration des conditions de l'exploitation agricole par l'association. Le but est du reste essentiellement économique et non lucratif. Les moyens d'action sont entre autres: a. L'achat en gros de produits alimentaires, d'engrais, de semences, pour améliorer et augmenter la production fourragère, d'une manière générale l'achat de tous les produits utiles à l'agriculture; b. la vente des divers produits provenant des exploitations agricoles des membres du syndicat; c. l'achat et la vente d'animaux reproducteurs. La durée du syndicat est illimitée. Il est régi par le titre 27 du Code fédéral des Obligations. Les statuts de la société sont en date du 9 décembre 1912. Sont membres du syndicat, les personnes qui ont adhéré par écrit aux présents statuts et payé une finance d'entrée de fr. 5. Des nouveaux membres pourront être admis moyennant une demande par écrit au comité, et en payant une finance d'entrée de fr. 10, ainsi que le prorata de l'encaisse fixé par l'assemblée générale. La qualité de membre du syndicat se perd par démission, mort ou exclusion. Tout membre qui cesse de

faire partie du syndicat pour quelque cause que ce soit, perd tout droit au fonds de réserve. En cas de mort, tous les enfants du sexe masculin, ont droit d'entrée dans le syndicat, en payant une finance d'entrée de fr. 2; en cas d'indivision, un seul peut faire partie du syndicat pendant l'indivision. Tous les enfants des sociétaires peuvent entrer dans le syndicat pendant le vivant du père, lorsqu'ils s'établissent à leur compte, en payant une finance d'entrée de fr. 5. Les membres du syndicat sont copropriétaires de l'actif du syndicat, et participent à ses bénéfices et à ses pertes. Les engagements du syndicat vis-à-vis des tiers sont uniquement garantis par les biens de celui-ci; les sociétaires étant exonérés de toute responsabilité individuelle. La démission d'un membre du syndicat n'est valable que si elle est donnée par écrit au moins trente jours avant la clôture de l'exercice annuel. Elle ne dépeut ses effets qu'après le règlement et la passation des comptes. Il est interdit aux sociétaires de faire bénéficier à des tiers des denrées ou marchandises, qu'ils se seraient procurés par l'intermédiaire du syndicat. Les contrevenants au présent article auraient à payer une amende équivalente au 20 % de la valeur remise. Tout membre du syndicat qui ne remplit pas fidèlement ses engagements, qui use de moyens frauduleux vis-à-vis de celui-ci, qui ne paie pas les marchandises comme le comité le requiert, ou qui ne se conforme pas aux décisions prises, peut être exclu par l'assemblée générale, sur le préavis du comité. Tout membre du syndicat reste soumis jusqu'à la clôture de l'exercice annuel aux obligations qu'il a contractées vis-à-vis du syndicat. Les dépenses administratives du syndicat sont acquittées au moyen des fonds obtenus par le pourcentage des marchandises achetées, par des subventions, legs, dons, et s'il y a lieu par des cotisations. A partir de la troisième année, si l'assemblée générale le trouve à propos, le boni de chaque exercice sera réparti aux sociétaires au prorata des marchandises achetées. Un fonds de roulement, fermé au moyen des finances d'entrée, subvient aux premières dépenses. Il ne peut être diminué sans l'autorisation de l'assemblée générale, sur préavis du comité et de la commission de gestion. Les organes du syndicat sont: L'assemblée générale des membres, le comité et la commission de gestion. Au jour, lieu et heure fixés, toute assemblée générale régulièrement convoquée délibère et statue valablement, quel que soit le nombre des membres présents: Les décisions sont prises au vote à main-levée et à la majorité absolue des votants, sauf le cas où le scrutin secret serait demandé par 1/10 des membres présents. Les élections ont lieu au scrutin secret et à la majorité absolue au premier tour, et à la majorité relative au deuxième tour. Le syndicat est administré par un comité de 5 membres, nommés pour une année et rééligibles, avec un huissier. Le président et le secrétaire ont la signature sociale. Le comité est composé de Joseph Pittet, président; Isidore Juriens, secrétaire; Alfred Dupuis, boursier; Auguste Pittet et Henri Pittet, membres; tous à Villars-le-Terroir. Pour être valable, toute proposition de dissolution doit être prise en considération dans une assemblée générale; renvoyée à une commission pour étude et rapport, puis discutée et votée dans une séance suivante, convoquée spécialement à cet effet. La dissolution est rejetée, si elle n'est pas admise par les deux tiers des membres présents. En cas de dissolution, l'assemblée générale décide de l'emploi des fonds du syndicat. Les difficultés qui pourraient s'élever entre associés, entre le syndicat et ses organes, entre le syndicat et l'un de ses membres ou les héritiers de ce dernier, seront jugées définitivement et sans recours par un tribunal arbitral de trois membres, composé comme il est dit à l'article suivant. Chaque partie désigne un arbitre, qui ne soit pas pris dans le barreau, et le surarbitre qui fonctionne comme président, est nommé par le président du tribunal du for-

Bureau de Lausanne

Restaurant-crémèrie. — 16 janvier. La maison P. Dario, à Lausanne (F. o. s. du c. des 26 février 1910 et 24 août 1912), fait inscrire qu'elle a renoncé à l'exploitation d'un café-brasserie, Avenue d'Ouchy 42, à l'enseigne «Café-Brasserie Moderne», et qu'elle continue à exploiter un restaurant-crémèrie, Avenue d'Ouchy 40, à l'enseigne «Au Petit Trianien».

Café-brasserie. — 16 janvier. Le chef de la maison Em. Dévaud, à Lausanne, est Emile Dévaud, de Mossel (Fribourg), domicilié à Lausanne. Exploitation d'un café-brasserie, à l'Avenue d'Ouchy 42, à l'enseigne «Café-Brasserie Moderne».

Constructions. — 17 janvier. La maison Vve. J. Zumbrennen-Borgatta, entreprise générale de constructions et béton armé, à Lausanne (F. o. s. du c. des 21 mars et 1^{er} mai 1912), fait inscrire que la procuration conférée à Edouard Eichenberger est éteinte et radiée. Elle confère procuration à Emile Lienard, de Holziken (Argovie), domicilié à Lausanne.

Café-brasserie. — 17 janvier. La raison Paul Reichle, exploitation d'un café-brasserie, Rue Haldimand 8, à l'enseigne «Brasserie Gambinus», à Lausanne (F. o. s. du c. du 6 avril 1909), est radiée ensuite de remise de commerce.

Hôtel. — 18 janvier. La raison E. Vauclair, exploitation d'un hôtel-pension, à l'Avenue Grammont, Ouchy, à l'enseigne «Balmoral-Hôtel», à Lausanne (F. o. s. du c. du 19 septembre 1911), est radiée ensuite de remise de commerce.

20 janvier. La raison C. Derron, exploitation d'un café-restaurant, à Lausanne (F. o. s. du c. du 9 novembre 1910), est radiée ensuite de remise de commerce.

Bureau de Moudon

20 janvier. Dans ses assemblées générales des 12 juin 1910 et 12 janvier 1912, la Société de la fromagerie de Prévonnoloup, société coopérative, dont le siège est à Prévonnoloup (F. o. s. du c. du 8 juin 1884, n° 46, page 414), a modifié ses statuts comme suit: Il est formé entre divers propriétaires, domiciliés dans la commune de Prévonnoloup, une société coopérative, qui a pour but l'exploitation d'une laiterie au moyen de la vente ou de la fabrication du lait produit par les vaches, appartenant aux sociétaires. La société prend pour nouvelle dénomination Société de laiterie de Prévonnoloup. Son siège est à Prévonnoloup. Sa durée est illimitée. Toute personne peut entrer dans la société. La demande est faite par écrit au comité. L'admission est prononcée par l'assemblée générale, qui fixe la finance à payer. Chaque sociétaire paie une contribution annuelle de fr. 5. Celui qui refuse d'acquiescer cette finance, est considéré comme démissionnaire. Aucun sociétaire ne peut se retirer, sans avoir préalablement payé sa part des dettes de l'exercice courant. Le sociétaire démissionnaire perd ses droits au fonds social. Les droits et obligations d'un sociétaire décédé passent à un seul de ses descendants en ligne directe. Les autres enfants seront reçus moyennant une finance de fr. 25. La veuve du sociétaire décédé sans postérité, jouira des droits du défunt pendant son veuvage. Le fermier pourra jouir des droits du bailleur. Le fonds social se compose de biens meubles et immeubles évalués fr. 4500. Les engagements sont uniquement garantis par les biens de l'association, les sociétaires étant exonérés de toute responsabilité personnelle. La société a pour organes: a. L'assemblée générale des sociétaires; b. un comité de direction de trois membres, nommés annuellement par l'assemblée générale et rééligibles; c. la commission de vérifica-

tion des comptes. L'assemblée générale délibère à la majorité absolue des votants. Pour modifier les statuts, la majorité des deux tiers est nécessaire. Chaque membre a une voix. Tout différend entre la société et les sociétaires sera soumis à un arbitrage, constitué conformément à l'art. 14 des statuts. Le comité a seul le droit d'engager la société ensuite de décision de l'assemblée générale. Le président et le secrétaire ont seuls et collectivement la signature sociale. Le comité est actuellement composé de: Emile Chappuis, président; Héli Prévaut, vice président, et Henri Paocaud, secrétaire; tous à Prévonnoloup.

Bureau de Vevey

Ferblantier-lampiste. — 17 janvier. La raison Ed. Savoja-Vannod, à Vevey, ferblantier-lampiste (F. o. s. du c. du 8 mai 1893, n° 66, page 532), est éteinte ensuite de décès du titulaire. Cette raison est radiée.

Ferblanterie, etc. — 17 janvier. Le chef de la maison Charles Savoja fils, à Vevey, est Charles-Joseph, fils de Bernard Savoja, de Vevey, y domicilié. Entreprise de travaux de ferblanterie, zinguerie, couverture et bâtiments et tous travaux analogues. Bureau: Rue de Lausanne 15, à Vevey; atelier: Rue de Lausanne 11 et Avenue Paul Cérésolle, à Vevey.

Articles de ménage, etc. — 17 janvier. Le chef de la maison Anna Savoja, à Vevey, est Anne-Marthe-Eléonore, dite Anna, fille de Bernard Savoja, de Cravegna (Novare, Italie), domiciliée à Vevey. Articles de ménage, lampisterie, etc. Rue de Lausanne 15, à Vevey.

17 janvier. Sous la raison sociale Compagnie du chemin de fer Clarens-Chailly-Blonay, il est créé une société anonyme, qui a son siège à Montreux (commune du Châtelard), et pour but l'établissement et l'exploitation d'un chemin de fer électrique à voie étroite de Clarens à Blonay, en passant par Chailly et Brest. Elle peut aliéner son réseau, le donner à bail ou fusionner avec d'autres entreprises similaires. Elle peut également se charger de la création et de l'exploitation d'autres entreprises de transport en corrélation avec celle de la société, sur la base des concessions accordées par les autorités fédérales. La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix ans, à partir de sa constitution (29 juillet 1905). Les statuts de la société portent la date du 29 juillet 1905; ils ont été révisés le 7 juillet 1909 et le 18 novembre 1911. Le capital social est de trois cent cinquante mille cinq cents francs (fr. 350,500), divisé en: a. 500 actions de première classe de fr. 500 chacune, au porteur; b. 141 actions de deuxième classe de fr. 500 chacune, au porteur. Ce capital pourra être augmenté par décision de l'assemblée générale des actionnaires. Il le sera, en particulier, par la création d'actions de deuxième classe de fr. 500 chacune, à remettre à l'Etat de Vaud, lorsqu'il aura versé sa subvention. Les actions nouvelles ne pourront être souscrites par des entrepreneurs ou des fournisseurs. Les publiciens de la société ont lieu dans la Feuille officielle suisse du commerce, paraissant à Bern. Le conseil d'administration peut leur donner une publicité plus étendue. La société est représentée vis-à-vis des tiers par le président ou le vice-président et le secrétaire, signant collectivement. Elle est engagée par leur signature collective. Le président est Louis Blanc, de Lausanne, député au Grand Conseil vaudois, domicilié à Brest (Montreux); le vice-président est Alfred Pilliod, de Blonay, aussi député, domicilié à Blonay, et le secrétaire: Ernest Mayer, du Châtelard, propriétaire, domicilié à Clarens.

Neuenburg — Neuchâtel — Neuchâtel

Bureau de Neuchâtel

Maçonnerie. — 1913. 18 janvier. La société en nom collectif A. Noséda et Fils, à St-Blaise (F. o. s. du c. du 10 mai 1910, n° 122, page 847), est dissoute. Cette raison est radiée. L'actif et le passif sont repris par la nouvelle maison «A. Noséda», inscrite ci-après.

Le chef de la maison A. Noséda, à St-Blaise, est Antoine-Jean Noséda, fils d'Antoine, de St-Blaise, y domicilié. Cette maison reprend l'actif et le passif de la société en nom collectif «A. Noséda et Fils», dissoute et radiée. Entreprise de maçonnerie.

Genève — Genève — Genève

Tabacs et cigares. — 1913. 18 janvier. Le chef de la maison Jules Perret, à Genève, commencée le 22 juin 1912, est Jules Perret-Gentil, soit Perret, d'origine neuchâteloise, domicilié à Genève. Commerce de tabacs et cigares. 23, Rue de la Corratère. La maison confère procuration à Madame Gabriel Perret, née Schwab, épouse du titulaire, domiciliée à Genève.

Marquinerie, etc. — 18 janvier. Le chef de la maison E. Meisterlin, à Genève, commencée le 22 juin 1912, est Madame Elisabeth-Thérèse-Victoria Charbonnier, femme séparée de biens de Charles Meisterlin, de Genève, y domiciliée. Commerce de marquinerie et articles fantaisie, à l'enseigne: «Au Rubis», 90, Rue du Rhône.

Café-brasserie. — 18 janvier. La raison Adèle Lenoir, café-brasserie, à Plainpalais (F. o. s. du c. du 16 novembre 1910, page 1956), est radiée ensuite de remise d'exploitation.

Maçonnerie, etc. — 18 janvier. Louis-Edouard Favre, de Genève, y domicilié, et Samuel-Lucien Badel, d'origine vaudoise, domicilié à Genève, ont constitué, à Plainpalais, sous la raison sociale Favre et Badel, une société en nom collectif, qui a commencé le 1^{er} mai 1912. Entreprise de maçonnerie, gypserie, peinture et béton armé. 7, Rue du Village-Suisse.

18 janvier. La Société Anonyme de Mines de Houille et de Fer de la Russie Méridionale, ayant son siège à Plainpalais (F. o. s. du c. du 2 avril 1912, page 583), a, dans son assemblée générale ordinaire et extraordinaire des actionnaires du 31 décembre 1912, dont un extrait de procès-verbal a été signé par tous les actionnaires présents, constaté un augmentement de son capital social, qui, du chiffre de fr. 3,300,000 a été porté à cinq millions de francs (fr. 5,000,000), par l'émission de 17,000 actions nouvelles de fr. 100 chacune, toutes souscrites et entièrement libérées. La même assemblée a décidé de compléter l'indication du but de la société, en l'étendant à tous autres endroits en Russie, et a, en outre, voté diverses modifications aux statuts, qui ne donnent pas lieu à publication. Les bureaux de la société ont été transférés: 22, Rue de l'Arquebuse.

Banque. — 18 janvier. La raison H. Boveyron, à Genève (F. o. s. du c. du 23 janvier 1902, page 106), est radiée ensuite de l'entrée du titulaire dans la société ci-après constituée.

Henry Boveyron et Charles Boveyron, tous deux de Genève, y domiciliés, ont constitué, à Genève, sous la raison sociale H. Boveyron et Cie, une société en nom collectif, qui commencera le 1^{er} février 1913, et reprendra, dès cette date, la suite des affaires, ainsi que l'actif et le passif de la maison «H. Boveyron», ci-dessus radiée. Banque et toutes opérations s'y rattachant. 5, Boulevard du Théâtre. La maison confère procuration collective à deux, à Ami Poncey, Alfred Savio et Hugo Luther; tous trois domiciliés à Genève.

Edg. Amt für geistiges Eigentum
 Bureau fédéral de la propriété intellectuelle — Ufficio federale della proprietà intellettuale
Literarisches und künstlerisches Eigentum
 Propriété littéraire et artistique — Proprietà letteraria ed artistica

Vom 1. Oktober bis 31. Dezember 1912 vollzogene Eintragungen
 Enregistrements effectués du 1^{er} octobre au 31 décembre 1912
 Iscrizioni effettuate dal 1^o ottobre al 31 dicembre 1912

a. Obligatorische Eintragungen

a. Enregistrements obligatoires. — a. Iscrizioni obbligatorie

- Nr. 4471. 50 Photographien aus der Schweiz, 13/18 cm, von G. Metz in Basel; daselbst am 1. Oktober 1912 erschienen; von demselben herausgegeben und deponiert.
- Nr. 4472. 50 Photographien aus der Schweiz, 18/24 cm, von G. Metz in Basel; daselbst am 1. Oktober 1912 erschienen; von demselben herausgegeben und deponiert.
- Nr. 4473. 50 Photographien aus der Schweiz, 18/24 cm, von G. Metz in Basel; daselbst am 1. Oktober 1912 erschienen; von demselben herausgegeben und deponiert.
- Nr. 4474. 50 Photographien aus der Schweiz, 13/18 cm, von G. Metz in Basel; daselbst am 1. Oktober 1912 erschienen; von demselben herausgegeben und deponiert.
- Nr. 4475. Pestalozzi Schweizer Schülerinnenkalender für das Jahr 1913, 14 1/2/10 1/2 cm, von Kaiser & Co. in Bern; daselbst am 1. Oktober 1912 erschienen; von demselben herausgegeben und deponiert.
- Nr. 4476. Pestalozzi Schweizer Schülerkalender für das Jahr 1913, 14 1/2/10 1/2 cm, von Kaiser & Co. in Bern; daselbst am 1. Oktober 1912 erschienen; von demselben herausgegeben und deponiert.
- Nr. 4477. Kaiser's Schatzkästlein mit Kalender für das Jahr 1913, 14 1/2/10 1/2 cm, von Kaiser & Co. in Bern; daselbst am 1. Oktober 1912 erschienen; von demselben herausgegeben und deponiert.
- Nr. 4478. Katalog Nr. 23 über Spezialprojektions-Transformatoren, ein Doppelblatt, 23/29 1/2 cm, von Ganz & Co. in Zürich; daselbst am 21. September 1912 erschienen; von demselben herausgegeben und deponiert.
- Nr. 4479. Livre de recettes Maggi, 15 1/2/23 cm, von der Fabrik von Maggi's Nahrungsmitteln in Kempttal; in Kempttal und in Lindau am 19. Oktober 1912 von demselben herausgegeben.
- Nr. 4480. 50 photographies de la Suisse, cartes postales au bromure, par les Editions Louis Burgy & C^{ie}, S. A., à Lausanne; y publiées le 30 septembre 1912 et déposées par les mêmes.
- Nr. 4481. 50 photographies de la Suisse, cartes postales au bromure, par les Editions Louis Burgy & C^{ie}, S. A., à Lausanne; y publiées le 30 août 1912 et déposées par les mêmes.
- Nr. 4482. 50 photographies de la Suisse, cartes postales au bromure, par les Editions Louis Burgy & C^{ie}, S. A., à Lausanne; y publiées le 15 septembre 1912 et déposées par les mêmes.
- Nr. 4483. 50 Photographien aus der Schweiz, 18/24 cm, von G. Metz in Basel; daselbst am 30. Oktober 1912 erschienen; von demselben herausgegeben und deponiert.
- Nr. 4484. 17 Photochroms aus Italien, 16 1/2/22 1/2 cm, von den Vereinigten Kunstanstalten A.-G. (Abteilung Photoglob) in Zürich; daselbst am 10. August 1912 von demselben herausgegeben.
- Nr. 4485. 50 Photographien aus der Schweiz, 13/18 cm, von den Vereinigten Kunstanstalten A. G. (Abteilung Photoglob) in Zürich; daselbst am 15. August 1912 von demselben herausgegeben.
- Nr. 4486. 50 Photographien aus der Schweiz, 13/18 cm, von den Vereinigten Kunstanstalten A. G. (Abteilung Photoglob) in Zürich; daselbst am 15. August 1912 von demselben herausgegeben.
- Nr. 4487. 50 Photographien aus der Schweiz, 13/18 cm, von den Vereinigten Kunstanstalten A.-G. (Abteilung Photoglob) in Zürich; daselbst am 16. August 1912 von demselben herausgegeben.
- Nr. 4488. 50 Photographien aus der Schweiz, 13/18 cm, von den Vereinigten Kunstanstalten A.-G. (Abteilung Photoglob) in Zürich; daselbst am 16. August 1912 von demselben herausgegeben.
- Nr. 4489. 50 Photographien aus der Schweiz, 13/18 cm, von den Vereinigten Kunstanstalten A.-G. (Abteilung Photoglob) in Zürich; daselbst am 18. August 1912 von demselben herausgegeben.
- Nr. 4490. 50 Photographien aus der Schweiz, 13/18 cm, von den Vereinigten Kunstanstalten A.-G. (Abteilung Photoglob) in Zürich; daselbst am 19. August 1912 von demselben herausgegeben.
- Nr. 4491. 2 Vogelschan-Originalzeichnungen aus der Schweiz, 31/50 cm, von den Vereinigten Kunstanstalten A.-G. (Abteilung Photoglob) in Zürich; daselbst am 19. August 1912 von demselben herausgegeben.
- Nr. 4492. 50 Photographien aus der Schweiz, 13/18 cm, von den Vereinigten Kunstanstalten A.-G. (Abteilung Photoglob) in Zürich; daselbst am 19. August 1912 von demselben herausgegeben.
- Nr. 4493. 6 Photographien aus der Schweiz, 18/24 cm, von den Vereinigten Kunstanstalten A.-G. (Abteilung Photoglob) in Zürich; daselbst am 20. August 1912 von demselben herausgegeben.
- Nr. 4494. 50 Photographien aus der Schweiz, 13/18 cm, von den Vereinigten Kunstanstalten A.-G. (Abteilung Photoglob) in Zürich; daselbst am 20. August 1912 von demselben herausgegeben.
- Nr. 4495. 17 Photographien aus dem Tirol, 13/18 cm, von den Vereinigten Kunstanstalten A.-G. (Abteilung Photoglob) in Zürich; daselbst am 30. August 1912 von demselben herausgegeben.

- Nr. 4496. 49 Photographien aus der Schweiz, 13/18 cm, von den Vereinigten Kunstanstalten A.-G. (Abteilung Photoglob) in Zürich; daselbst am 31. August 1912 von demselben herausgegeben.
- Nr. 4497. 18 Photographien vom Empfang des deutschen Kaisers in Zürich am 3. September 1912, 13/18 cm, von den Vereinigten Kunstanstalten A.-G. (Abteilung Photoglob) in Zürich; daselbst am 4. September 1912 von demselben herausgegeben.
- Nr. 4498. 25 Photographien von den Manövern in Wil und Umgebung anlässlich des Kaiserbesuches vom 4. und 5. September 1912, 13/18 cm, von den Vereinigten Kunstanstalten A.-G. (Abteilung Photoglob) in Zürich; daselbst am 5. September 1912 von demselben herausgegeben.
- Nr. 4499. 50 Photographien vom Bodensee, 13/18 cm, von den Vereinigten Kunstanstalten A.-G. (Abteilung Photoglob) in Zürich; daselbst am 1. Oktober 1912 von demselben herausgegeben.
- Nr. 4500. 1 Photochrom vom Lago di Garda Punta S. Vigilio, 16 1/2/22 1/2 cm, von den Vereinigten Kunstanstalten A.-G. (Abteilung Photoglob) in Zürich; daselbst am 1. Oktober 1912 von demselben herausgegeben.
- Nr. 4501. 1 Photochrom vom Freibergsee i. bayr. Allgäu, 16 1/2/22 1/2 cm, von den Vereinigten Kunstanstalten A.-G. (Abteilung Photoglob) in Zürich; daselbst am 1. Oktober 1912 von demselben herausgegeben.
- Nr. 4502. 7 Photochroms aus der Schweiz, 16 1/2/22 1/2 cm, von den Vereinigten Kunstanstalten A.-G. (Abteilung Photoglob) in Zürich; daselbst am 30. Oktober 1912 von demselben herausgegeben.
- Nr. 4503. Carte du réseau des Tramways Lausannois, Lithographie, 11/15 cm, par l'Helvética S. A., à Vevey; publiée à Lausanne le 29 octobre 1912 et déposée par la même.
- Nr. 4504. Ansicht aus Brugg (Vindonissa-Museum), eine Photographie, 17 1/2/12 1/2 cm, von Karl Stalder-Köllin in Brugg; Eigentümer und Verleger: O. Frauenlob in Brugg; daselbst am 20. November 1912 erschienen; von O. Frauenlob deponiert.
- Nr. 4505. «Livre de ménage» (comptabilité établie pour une ou deux années avec récapitulation semestrielle), 24/32 cm, par Delaspre et Fils, à Fribourg; y publié le 1^{er} novembre 1912 et déposé par les mêmes.
- Nr. 4506. 50 Photographien aus der Schweiz, 18/24 cm, von G. Metz in Basel; daselbst am 26. November 1912 erschienen; von demselben herausgegeben und deponiert.
- Nr. 4507. 40 vues photographiques du bassin du Lac Léman, 17 1/2/12 1/2 cm, par Charnaux frères & C^{ie}, à Genève; y publiées le 3 octobre 1912 et déposées par les mêmes.
- Nr. 4508. 27 vues photographiques du bassin du Lac Léman, 17 1/2/12 1/2 cm, par Charnaux frères & C^{ie}, à Genève; y publiées le 6 octobre 1912 et déposées par les mêmes.
- Nr. 4509. 2 Landschaften, 2 Blatt Lithographien, 41/59 cm, von Frey & Söhne in Zürich; daselbst am 1. Dezember 1912 erschienen; von demselben herausgegeben und deponiert.

b. Fakultative Eintragungen

b. Enregistrements facultatifs. — b. Iscrizioni facultative

- Nr. 1667. 1 Gedrucktes Versatzblatt, 32/23 cm, und 2 gedruckte Einlegekarten, 11/9 cm, zu einem als Stammbaum-Album bezeichneten Buch, von Emil Stahl in Basel; daselbst am 28. September 1912 erschienen; von demselben herausgegeben und deponiert.
- Nr. 1668. Gedrucktes Heft: «Universalgepäckzettel mit Schadenersatz», 17/12 cm, von Albert Kaestner in Basel; daselbst Ende September 1912 erschienen; von demselben herausgegeben und deponiert.
- Nr. 1669. Gedrucktes Hotel-Nota-Formular mit Reise-Unfallversicherung, 33/22 cm, von Albert Kaestner in Basel; daselbst Mitte Oktober 1912 erschienen; von demselben herausgegeben und deponiert.
- Nr. 1670. Brustbild der «Winterthurera Luise Rieter (Figura Len im Landvogt von Greiffensee von Gottfried Keller), Kupferdruck, 25 3/4 1/2 cm, von Diethelm Stäbli in Winterthur; Eigentümer: Dr. Max Ernst-Catoir in Zürich; Verleger: Brunner & Co. in Zürich; daselbst am 20. Oktober 1912 erschienen; von Dr. Max Ernst-Catoir deponiert.
- Nr. 1671. «Die Spannbeuge» (die vornehmste Haltungsübung der schwedischen Gymnastik, ihre Vorübungen und Verwandten für Schulen, Kindergarten, Vereine, Militär und Zimmerturnen), ein Buch, 19 1/2/12 1/2 cm, von J. B. Masuger in Chur; daselbst am 9. November 1912 von demselben herausgegeben.
- Nr. 1672. «Die Kaffeeküche» mit Nachtrag: «Erprobte Neuheiten», illustrierter Katalog, Grösse 17/21 1/2 cm, von Fritz Leopold in Thun; Eigentümer und Verleger: E. Leopold-Born in Thun; daselbst am 1. Dezember 1912 erschienen; von E. Leopold-Born deponiert.
- Nr. 1673. 12 lithographische gedruckte Wintersportsilhouetten, 23 1/2/29 1/2 cm, von Ed. Felgen in Zürich; Eigentümer und Verleger: H. Wieck in Davos-Platz; daselbst am 10. Dezember 1912 erschienen; von H. Wieck deponiert.

Abänderung:

- Nr. 1666. «Alphabetisches Ortsverzeichnis zur Reise- und Verkehrskarte der Schweiz mit Kantonsangabe jeder Ortschaft, den Einwohnerzahlen der politischen Gemeinden, den Eisenbahnstationen und dem Kartenfeld, in welchem der Ort zu finden ist.» 14/20 1/2 cm (zusammengelegt); Eigentümer und Urheber: A. Meissner, in Aarau; Verleger: C. Opitz, in Leipzig; in Aarau am 20. Juli 1912 erschienen; von A. Meissner in Aarau deponiert. Auf Ansuchen des Eigentümers des Urheberrechts dieser Einschrift wird dieselbe wie folgt abgeändert:
- Nr. 1666. «Alphabetisches Ortsverzeichnis zur Reise- und Verkehrskarte der Schweiz mit Kantonsangabe jeder Ortschaft, den Einwohnerzahlen der politischen Gemeinden, den Eisenbahnstationen und dem Kartenfeld, in welchem der Ort zu finden ist.» 14/20 1/2 cm (zusammengeheftet); von A. Meissner, in Aarau; daselbst am 20. Juli 1912 erschienen; von demselben herausgegeben und deponiert — Dem Amte mitgeteilt und eingetragen am 17. Oktober 1912.

Nichtamtlicher Teil — Partie non officielle

Betriebsergebnisse der Schweizerischen Bundesbahnen

Résultats de l'exploitation des chemins de fer fédéraux

Jahr	Verkehr — Trafic		Einnahmen — Recettes				Ausgaben — Dépenses				Einnahmenüberschuss — Excédant des recettes		
	Personen Voyageurs	Güter Marchandises	Personen Voyageurs	Güter Marchandises	Total	p. km	Antres recettes	Gesamt-Einnahmen Recettes totales	Ausgaben Dépenses	Einnahmenüberschuss Excédant des recettes	p. km		
	Zahl	Nombre	Tonnen	Tonnes	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
1911	6,703,460	1,060,359	5,074,000	8,734,000	13,808,000	5,017	3,627,345	17,436,845	6,836	10,422,165	3,787	7,013,180	2,549
1912	6,790,000	1,103,900	5,215,000	9,077,000	14,292,000	5,205	3,400,000	17,692,000	6,443	11,442,000	4,167	6,250,000	2,276
Differenz	+ 81,540	+ 42,661	+ 141,000	+ 343,000	+ 484,000	+ 188	- 227,345	+ 256,655	+ 107	+ 1,019,835	+ 380	- 768,180	- 273
Januar-Dezember — Janvier-Décembre													
1911	84,173,158	13,843,192	77,855,805	110,613,312	188,468,617	68,484	8,043,240	196,511,857	71,407	117,156,676	42,571	79,355,182	28,886
1912	87,876,849	14,731,849	79,568,467	117,969,782	196,938,249	71,715	7,903,890	204,842,139	73,657	128,406,969	46,842	76,436,170	26,815
Differenz	+ 3,703,691	+ 887,992	+ 1,713,162	+ 6,756,470	+ 8,469,632	+ 3,231	- 139,350	+ 8,330,281	+ 2,250	+ 11,250,293	+ 4,271	- 2,920,012	- 2,021

Die Beaufsichtigung des Getreidehandels in Kanada durch die Regierung. Wegen der ungeheuren Entfernungen, welche das in Kanada geerntete Getreide bis zum Verbrauchsort zurücklegen muss, und der Schwierigkeiten, welche die Beförderung mit der Eisenbahn noch heute bietet, hat man im Interesse der kanadischen Landwirte die Einrichtung eines verwickelten Systems der Prüfung und Ueberwachung des Getreides durch die Regierung für notwendig gehalten. Das «Bulletin für volkswirtschaftliche und soziale Einrichtungen» des internationalen landwirtschaftlichen Instituts in Rom berichtet darüber:

Ein im April 1912 erlassenes Getreidegesetz soll dieses System vervollkommen. Der Zweck des Getreidegesetzes ist, dem Landwirt den Absatz seines Getreides zu erleichtern und ihm möglichst den vollen Wert des verkauften Getreides zu sichern. Welche der zahlreichen Formen, sein Getreide zu verkaufen, er auch wählt, das Gesetz schützt ihn gegen jede unehrliche Handlung der Getreidehändler wie gegen unerlaubte Machenschaften der Eisenbahngesellschaften.

Das Gesetz richtet zur Beaufsichtigung des Getreidehandels im ganzen Gebiete des Dominion eine Getreidekommission ein. Hinsichtlich der Prüfung des Getreides ist Kanada in zwei Bezirke geteilt: Einen östlichen und einen westlichen. Für jeden Bezirk wird ein Oberaufseher ernannt, dem im Namen der Kommission die Leitung der Aufseher und Unter-aufseher obliegt. Die Getreidekommission kann für jeden Bezirk oder Unterbezirk ein Bureau von Getreidesachverständigen einrichten, das die Berufungen gegen die Entscheidungen der Aufseher zu erledigen hat.

In Kanada wird das Getreide gewöhnlich nach dem Klassensystem (grading system) verkauft. Das Gesetz stellt verschiedene Qualitätsklassen oder Qualitätstypen auf, und von dem Augenblick, wo das Getreide den Wagen des Landwirts verlässt, bis zu dem Augenblick, wo es an seinem Bestimmungsort ankommt, wird es nach seiner Klassenzugehörigkeit behandelt. Im allgemeinen wird nicht die Identität einer Getreidesendung bewahrt, da man alles Getreide derselben Klasse miteinander zu vermischen pflegt. Doch kann der Landwirt, wenn er es wünscht, erreichen, dass die Identität seines Getreides vom Abgangsort bis zur Ankunft in Europa bewahrt wird.

Die Elevatoren, in denen das Getreide eingelagert wird, werden in zwei Klassen geteilt: Elevatoren an Endpunkten von Eisenbahnen (terminal elevators) und Landelevatoren (country elevators).

Vor der Untersuchung wird das Getreide in die terminal elevators gebracht. Wenn der Eigentümer des Getreides und der Lagerhalter nicht über die Klasse einig werden können, zu der es gehört, können Proben davon an den Oberaufseher zur endgültigen Entscheidung geschickt werden.

Alles vom Westen kommende Getreide wird in Winnipeg untersucht und klassifiziert. Darauf wird es an die Terminal-Elevatoren von Port Arthur und Fort Williams gebracht, wo es unter der Aufsicht von Regierungsbeamten gewogen und in die seiner Klasse entsprechende Abteilung gebracht wird. Die Versendung des Getreides aus dem Elevator wird in derselben Weise überwacht. Das Getreide wird bei der Ueberführung in den Eisenbahnwagen oder den Seeadampfer untersucht, um festzustellen, dass das aus dem Elevator ausgehende Getreide von derselben Klasse ist wie das eingebrachte. Wenn das Getreide für Europa bestimmt ist, so wird es bis zur Ankunft an der atlantischen Küste überwacht.

Einer der wichtigsten Artikel des Gesetzes ist der, welcher der Regierung das Recht gibt, Terminalelevatoren zu bauen oder zu erwerben. Schon seit langem haben die Landwirte von Westkanada die Einrichtung staatlicher Terminalelevatoren verlangt. Sie erklärten nämlich, dass unter privater Leitung die Elevatoren zu ihrem Nachteil verwalten würden. Nach einer im vergangenen Juni veröffentlichten Mitteilung, beabsichtigt die Getreidekommission den Bau eines staatlichen Elevators, der imstande sein soll, 3 1/2 Millionen Bushel zu fassen.

Das Gesetz enthält verschiedene Bestimmungen, die sich auf die Regulierung des Getreidetransports mit der Eisenbahn beziehen. Die Eisenbahnen dürfen die Gestellung von Wagens nicht verweigern und müssen die Nachfrage in der Reihenfolge der Anmeldungen befriedigen, ohne irgend welchen Unterschied zu machen. Wenn die Zahl der Wagens unzureichend ist, kann die Getreidekommission von den Gesellschaften verlangen, dass sie die leeren Wagens nach dem Verhältnis des auf Beförderung wartenden Getreides auf die Bahnhöfe oder Nebengeleise verteilen.

— **Metallmarkt.** (Wochenbericht der Metallgesellschaft, Frankfurt a./M., vom 20. Januar.)

Kupfer. Europäische Statistik: Die Chili-Charter für die erste Monatshälfte betragen laut Kabelavis 2500 tons, von welchen 1775 tons direkt nach Amerika verschifft wurden. Die Zufuhren für die gleiche Periode beliefen sich auf 23,371 tons, denen 23,452 tons Ablieferungen gegenüberstanden. Der sichtbare Vorrat hat demnach um 81 tons abgenommen und beträgt jetzt 43,160 tons, am 31. ulto. betrug er 43,241 tons.

	15. Jan. 1913	31. Dez. 1912	15. Jan. 1912
	tons	tons	tons
Gesamtvorräte in England und Frankreich	30,879	32,159	46,858
desgl. schwimmend von Hamburg u. Rotterdam	8,100	2,882	13,450
	38,979	35,041	60,308
Schwimmend von Chile und Australien	4,181	8,200	8,725
Gesamt sichtbare Vorräte	43,160	43,241	69,033

In der letzten Woche ist auf dem Kupfermarkt eine einschneidende Wendung eingetreten. Wie wir schon in unserem letzten Bericht melden konnten, sind einige der amerikanischen Grossproduzenten müde geworden, auf größeren Absatz zu den Preisen zu warten, an welchen die Amerikaner nun schon seit ca. 1/2 Jahr unbeeinflusst von den Schwankungen des Marktes festhielten. Sie sind dem Konsum mit Preisnachlässen entgegengekommen und das Resultat war ein allgemeiner Rückgang der Preise für Elektrokupfer, welcher zunächst mit geringen Abschlägen begann, im Laufe der Woche aber durch gegenseitige Unterbietung sich so verstärkte, dass der Gesamtrückgang der Woche über £ 5 per ton betrug.

Trotzdem dürften grosse Quantitäten kaum umgesetzt worden sein, und der Konsum ist nach wie vor sehr schlecht gedeckt, da er nur für die allergeringsten Bedürfnisse kaufte.

Der Standardmarkt verzeichnete unter lebhaften Schwankungen an den einzelnen Tagen eine entsprechende rückläufige Tendenz, und erreichte am Mittwoch seinen Tiefpunkt mit £ 69.10 dreimonatlich und £ 69 Kasse, und schliesst am Ende der Woche stetig £ 70.17.6 Kasse und £ 71.5 bis £ 71.7.6 dreimonatlich.

Es notieren: Tough £ 76.10 bis £ 77.10; Best Selected £ 76.10 bis £ 77.10; Elektro £ 76; Bleche für Indien £ 86.

Zinn war vernachlässigt mit verhältnismässig geringen Umsätzen während der Woche, der Markt schliesst fest £ 228.10 Kasse, £ 227 dreimonatlich.

Blei. Im Einklang mit der Schwäche der andern Märkte, und unter dem Eindruck der weniger günstigen politischen Nachrichten konnte Blei in London durch Spekulationsverkäufe beträchtlich gedrückt werden. Der Konsum ist sehr schlecht versorgt, hält aber angesichts der weichen Londoner Notierungen mit Käufen sehr zurück. London notierte Ende der

Woche £ 16.10 bis £ 16.12.6 für fremde und £ 17 bis £ 17.5 für englische Sorten.

Zink. In der Sitzung des deutschen Zinkbüttenverbandes wurde beschlossen, auf unveränderte Preise zu halten. Die statistische Lage des Artikels wird als befriedigend angesehen, das Geschäft ist rubig, da der Konsum bei der letzten Preisermässigung sehr stark gekauft hat. London ist stetig £ 25.15 bis £ 26 für gewöhnliche und £ 26.15 bis £ 27 für Spezialmarken.

Aluminium £ 88 bis £ 92 p. t. **Antimon** £ 36 bis £ 38. **Silber** 29 d prompt, 29 1/2 d auf Lieferung.

Notierungen der hauptsächlichsten Metalle an der Londoner Börse in der Woche vom 12. bis 18. Januar 1913

Kupfer	Elektro		Best Selected	Zinn		Blei		Zink		Eisen		Silber
	Kasse	3 mt.		£	£	£	£	£	£	£	£	in d.
13. Januar:												
I.	72 1/2	72 1/2		227 1/2	226 1/2	17 1/2	18	26 1/2	27			
II.	72 1/2	78	80	228 1/2	227 1/2	17 1/2	18	26 1/2	27	66 1/2	29 1/2	
III.	72 1/2	72 1/2		228 1/2	227 1/2	17 1/2	17 1/2	26 1/2	27			
14. Januar:												
I.	72	72 1/2		228	226	17 1/2	17 1/2	26 1/2	27			
II.	71 1/2	71 1/2	78 1/2	227 1/2	225 1/2	17 1/2	17 1/2	26 1/2	27	66 1/2	29 1/2	
III.	70 1/2	70 1/2		227 1/2	225 1/2	17 1/2	17 1/2	26 1/2	26 1/2			
15. Januar:												
I.	69 1/2	69 1/2		230	227 1/2	17 1/2	17 1/2	26 1/2	27			
II.	71	71 1/2	77 1/2	—	229	226 1/2	16 1/2	17 1/2	26 1/2	27	65 1/2	29 1/2
III.	70 1/2	71		228 1/2	227	16 1/2	17 1/2	26 1/2	26 1/2			
16. Januar:												
I.	71 1/2	71 1/2		228 1/2	226 1/2	16 1/2	17 1/2	26 1/2	26 1/2			
II.	70 1/2	71 1/2	77 1/2	—	227 1/2	226 1/2	16 1/2	17 1/2	26 1/2	26 1/2	65 7/8	29 1/2
III.	70 1/2	71 1/2		227 1/2	226 1/2	16 1/2	17 1/2	26 1/2	26 1/2			
17. Januar:												
I.	71 1/2	71 1/2		228	226 1/2	16 1/2	17 1/2	26 1/2	26 1/2			
II.	70 1/2	71 1/2	76 1/2	77	228 1/2	227 1/2	16 1/2	17 1/2	26 1/2	26 1/2	64 1/2	29
III.	71	71 1/2		228 1/2	227	16 1/2	17 1/2	26	26 1/2			

I. = Börseanfang. — II. = 1. Börseschluss. — III. = 2. Börseschluss.

— **Welternte.** Die «Nachrichten zur landwirtschaftlichen Statistik» (herausgegeben vom Internationalen Landwirtschaftsinstitut in Rom) veröffentlicht für einige Länder der südlichen Erdhälfte die vorläufigen Ergebnisse der Weizen-, Hafer- und Gerstenernte 1912/1913, wobei über die beiden erstgenannten Getreidearten folgende Angaben gemacht werden.

Weizen. Argentinien 64 Millionen dz, Australien 21,522,000 dz, d. h. gegen das Vorjahr mehr (+) 41,5, bzw. 10%.

Hafer. Argentinien 16,820,000 dz, d. h. mehr (+) 67,5%.

Der Ertrag an Leinsamen wird allein in Argentinien auf 13 Millionen dz (Betriebsjahr 1912/13) geschätzt, d. h. gegen das Vorjahr mehr (+) 127,1%.

Die Kaffeeproduktion wird in Brasilien auf 6 Mill. dz geschätzt, d. h. gegen das Vorjahr weniger (—) 20%.

Propriété industrielle

L'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle, créée par la convention de Paris du 20 mars 1883, comprend actuellement les pays suivants: L'Allemagne avec les colonies, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, Cuba, le Danemark avec les îles Féroë, la République Dominicaine, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, la France avec l'Algérie et les colonies, la Grande-Bretagne avec la Fédération australienne, Ceylan, la Nouvelle-Zélande, Trinidad et Tobago, la Hongrie, l'Italie, le Japon, le Mexique, la Norvège, les Pays-Bas avec les Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao, le Portugal avec les Açores et Madère, la Serbie, la Suède, la Suisse et la Tunisie.

A l'Union restreinte créée par l'arrangement de Madrid, du 14 avril 1891, concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises appartiennent: Le Brésil, Cuba, l'Espagne, la France avec l'Algérie et les colonies, la Grande-Bretagne, le Portugal avec les Açores et Madère, la Suisse et la Tunisie.

A l'Union restreinte créée par l'arrangement de Madrid, du 14 avril 1891, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce appartiennent: L'Autriche, la Belgique, le Brésil, Cuba, l'Espagne, la France avec l'Algérie et les colonies, la Hongrie, l'Italie, le Mexique, les Pays-Bas avec les Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao, le Portugal avec les Açores et Madère, la Suisse et la Tunisie.

L'art. 14 de la convention de Paris du 20 mars 1883, prévoit des conférences de délégués des pays de l'Union, dans le but de soumettre la convention à des révisions, pour y introduire des améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

La première conférence de ce genre a eu lieu à Rome, en 1885, la deuxième à Madrid, en 1890 et 1891, la troisième à Bruxelles, en 1897 et 1900, et la dernière, du 15 mai au 2 juin 1911, à Washington.

La conférence de Madrid conduisit, par l'arrangement concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises, d'une part, et par l'arrangement concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, d'autre part, à la création de deux Unions restreintes entre divers pays de l'Union générale.

La conférence de Bruxelles adopta, le 14 décembre 1900, un acte additionnel, concernant la modification de la convention générale du 20 mars 1883, et un acte additionnel à l'arrangement pour l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce.

A l'exception de la Serbie, tous les pays de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle, prirent part à la conférence de Washington.

La conférence revisa: 1° La convention de Paris du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Bruxelles le 14 décembre 1900, ainsi que le protocole de clôture y annexé; 2° l'arrangement de Madrid du 14 avril 1891, concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises; 3° l'arrangement de Madrid du 14 avril 1891, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, révisé à Bruxelles le 14 décembre 1900.

Les délibérations de la conférence aboutirent à l'établissement d'un texte unique pour chacun de ces trois actes, et ces textes furent signés le 2 juin 1911.

La conférence s'occupa aussi de la révision du règlement d'exécution pour l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce; enfin elle émit les vœux suivants: 1° Que le bureau international

mette à l'étude un projet d'arrangement, ayant pour but d'assurer la simplification des formalités relatives aux demandes de brevets; 2° que dans chaque pays de l'Union la protection des dessins et modèles industriels soit rendue facilement accessible; 3° que le bureau international entre en rapport avec les administrations des pays de l'Union, en vue d'élaborer un projet d'enregistrement international des dessins et modèles, et fasse les démarches nécessaires pour amener la conclusion d'un arrangement international; 4° que le bureau international mette à l'étude la

question de savoir, s'il ne serait pas possible de trouver un système de classification uniforme pour l'enregistrement des marques lequel puisse être adopté par tous les pays de l'Union en vue de l'enregistrement international par classes; 5° que le bureau international mette à l'étude un projet, tendant à créer dans les territoires, où il existe une juridiction consulaire, notamment en Chine, un registre permettant d'assurer la protection légale des marques devant les tribunaux consulaires, sans obligation d'un dépôt dans le pays dont dépend le tribunal saisi.

Annoncen - Régie:

HAASENSTEIN & VOGLER

Anzeigen — Annonces

Régie des annonces:

HAASENSTEIN & VOGLER

Bank in Zofingen

Einladung

zur

Generalversammlung der Aktionäre

auf Samstag, den 25. Januar 1913

vormittags 10 Uhr

in den Rathaussaal in Zofingen

Traktanden:

1. Abnahme des Geschäftsberichtes, der Jahresrechnung und der Bilanz pro 1912, sowie des Berichtes der Rechnungsrevisoren.
2. Beschlussfassung über die Verwendung des Jahresgewinnes. (Z 113 Q) 39,
3. Konstatierung der Vollenbezahlung der 1000 Stück neu ausgegebenen Aktien unseres Institutes Nr. 9001-10.000.
4. Erneuerungswahlen in den Verwaltungsrat infolge Ablaufes der Amtsperiode, sowie Ersatzwahl eines austretenden Mitgliedes dieser Behörde.
5. Wahl von drei Rechnungsrevisoren für das Jahr 1913.

Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung, sowie der Censorenbericht liegen vom 15. Januar hinweg im Banklokale den Aktionären zur Einsicht offen.

Eintritts- und Stimmkarten zur Teilnahme an der Versammlung können gegen Legitimation über den Aktienbesitz vom 20. bis 25. Januar, vormittags 9 Uhr, an unserer Kasse erhoben werden.

Die Geschäftsberichte sind vom 18. Januar an ebenfalls an unserer Kasse erhältlich.

Zofingen, den 8. Januar 1913.

Der Verwaltungsrat.

Société Anonyme des Verretries de Moutier

Les actionnaires sont convoqués en

assemblée générale

pour le 31 janvier courant, à 2 heures de relevée, au siège social, à Moutier (Berne).

Ordre du jour:

- 1° Rapport du conseil d'administration sur l'exercice 1911/1912.
- 2° Rapport des vérificateurs des comptes.
- 3° Approbation des comptes.
- 4° Nomination des vérificateurs des comptes pour l'exercice 1912/1913.
- 5° Fixation de l'indemnité à accorder aux administrateurs et aux vérificateurs des comptes pour l'exercice 1912/1913. (58 l)

Conformément à l'art. 20 des statuts, les écritures formant bilan et compte de profits et pertes, seront à la disposition des actionnaires, ainsi que le rapport des commissaires-vérificateurs, dès le 23 courant.

Pour prendre part à l'assemblée, tout actionnaire doit se conformer à l'article 23 des statuts.

Au nom du conseil d'administration,

L'administrateur délégué:

Jean de Looper.

Une fabrique de chaux du Jura bernois

cherche un DIRECTEUR

capable, connaissant la fabrication et ayant les connaissances commerciales nécessaires. Traitement fr. 4-5000. Faculté de s'intéresser dans l'entreprise. (116.)

Adresse offrir sous chiffres H 4020 P à Haasenstein & Vogler, St-Imier.

Schöne Makulatur bei Haasenstein & Vogler

Schweiz. Fabrikat.

Telephone

erschell die

HASLER A.-G. vorm.

TELEGRAPHEN-WERKSTÄTTE

von G. HASLER, BERN.




Baugesellschaft Sihltal, Zürich

Einladung

zur

(140.)

ordentlichen Generalversammlung der Genossenschaftler

Samstag, den 8. Februar 1913, nachmittags 3 Uhr

im Hotel Merkur, Zürich

Traktanden:

1. Protokoll der letzten Generalversammlung.
2. Abnahme der Jahresrechnung und Bilanz per 31. Dezember 1912. — Décharge-Erteilung.
3. Wahl des Vorstandes und der Rechnungsrevisoren.

Die Stimmkarten können gegen genügenden Ausweis im Bureau, Löwenstrasse 56, vom 1. bis 6. Februar a. e., bezogen und daselbst die Jahresrechnung eingesehen werden.

Zürich, den 21. Januar 1913.

Der Vorstand.

UNION FINANCIERE DE GENEVE

MM. les actionnaires de l'Union Financière de Genève sont convoqués en

Assemblée générale ordinaire

pour le samedi, 8 février 1913, à 3 heures, au Siège Social, 18, rue de Hesse, à Genève.

Ordre du jour:

- 1° Rapport du conseil d'administration sur l'exercice 1912.
- 2° Rapport du comité des censeurs.
- 3° Votation sur les conclusions de ces rapports.
- 4° Nomination d'administrateurs.
- 5° Nomination du comité des censeurs.

(10155 X) 122,

Pour pouvoir être représentées à l'assemblée, les actions doivent être déposées dans les caisses de la Société, huit jours au moins avant la réunion.

Conformément à l'art. 641 du Code Fédéral des obligations, le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1912, ainsi que le rapport du comité des censeurs, seront tenus à la disposition de MM. les actionnaires, dès le 29 janvier 1913, au Siège Social, 18, rue de Hesse.

Genève, le 19 janvier 1913.

Le conseil d'administration.

Société Anonyme de l'Agence de Publicité Haasenstein & Vogler

MM. les actionnaires qui n'ont pas encore usé de leur droit de souscription aux nouvelles actions sont informés qu'ils peuvent encore faire le nécessaire jusqu'au 31 janvier 1913, date à laquelle ce droit sera considéré comme périmé. (25.)

Il sera compté un intérêt de 5% l'an sur les versements effectués en retard.

Le conseil d'administration.

Schweiz. Sprengstoff A.G. Cheddite

vorm. Société Universelle d'Explosifs

Fabriken in Jussy und Lieslal Bureau in Zürich Bahnhofstr. 78, Telefon. 10238

Cheddite und Gelatine-Cheddite

in verschiedenen Qualitäten

Hervorragende Sprengstoffe für Sprengarbeiten jeder Art... Höchstes Auszeichnung, Weltausstellg. Brüssel 1910 u. Turin 1911

Etat de Fribourg (Suisse)

Per tirage des obligations de l'emprunt de 40 millions 3% 1903

Sont sorties les obligations suivantes: N°

Table with columns of numbers representing bond serial numbers and values. Includes entries like 71 10297 18865 28889 36501 etc.

Ces obligations sont remboursables dès le 15 mai 1913 aux domiciles ci-après:

A Fribourg: à la Trésorerie d'Etat; à la Banque de l'Etat. A Bâle: à la Banque commerciale; à la Bankverein suisse.

Fribourg, le 15 janvier 1913.

La Direction des Finances du Canton de Fribourg.

Schweizerische Lichtkohlen- & Elektroden-Fabrik

Elektrocarbon A.-G., Niederglatt (N. Zürich)

Kohlenstifte

für Bogenlampen, in vorzüglicher Qualität.

Bodenkreditbank in Basel

Die Herren Aktionäre werden hiermit zur

dritten ordentlichen Generalversammlung

auf Samstag, den 8. Februar 1913, nachmittags 2 1/2 Uhr

in das Geschäftslokal, Aeschenvorstadt 72, in Basel eingeladen.

Tagesordnung:

- 1. Abnahme des Geschäftsberichtes und der Rechnung für das Jahr 1912, sowie des Berichtes der Kontrollstelle. 2. Beschlussfassung über: a) Abnahme von Geschäftsbericht u. Jahresrechnung u. Entlastung der Verwaltung.

Geschäftsbericht, Bilanz, Rechnung über Gewinn und Verlust, sowie der Bericht der Kontrollstelle liegen vom 30. Januar 1913 an zur Einsicht der Herren Aktionäre im Geschäftslokal der Gesellschaft, Aeschenvorstadt 72 in Basel, auf.

Diejenigen Aktionäre, welche an der Generalversammlung teilnehmen, oder sich an derselben vertreten lassen wollen, haben ihre Zutrittskarten spätestens bis und mit 5. Februar 1913 gegen Vorweisung ihrer von einem Bordereur begleiteten Aktien, oder gegen sonstigen genügenden Ausweis über deren Besitz zu beziehen bei folgenden Stellen:

In Basel: an unserer Kasse, Aeschenvorstadt 72, an den Kassen des Schweizerischen Bankvereins, an den Kassen der Bank von Elsass und Lothringen,

in Zürich: an den Kassen des Schweizerischen Bankvereins, in St. Gallen: an den Kassen des Schweizerischen Bankvereins, in Genf: an der Kasse der Süddeutschen Disconto Gesellschaft A. G., in Lausanne: an der Kasse der Bank von Elsass und Lothringen,

in Mannheim: an der Kasse der Bank von Elsass und Lothringen, in Strassburg: an der Kasse der Bank von Elsass und Lothringen.

Basel, den 22. Januar 1913.

Namens des Verwaltungsrates,

Der Präsident: A. Simonius.

David Perret fils S. A. (en liquidation)

Société anonyme ayant son siège à Neuchâtel

Les actionnaires sont convoqués en

assemblée générale

Mercredi, 29 janvier 1913, à 2 1/2 heures du soir, en l'Etude Berthoud & Junier, 6, Rue du Musée, à Neuchâtel.

ORDRE DU JOUR:

Clôture de la liquidation et décisions y relatives.

Les bons de liquidation délivrés en échange des actions tiendront lieu de cartes d'admission.

Neuchâtel, le 13 janvier 1913.

Le comité de liquidation.

Kammgarnspinnerei Bürglen

Die diesjährige Generalversammlung wird, Donnerstag, den 30. Januar 1913, vormittags 11 1/2 Uhr, im Gasthof zum Löwen in Winterthur stattfinden.

Traktanden:

- 1. Bericht über den Geschäftsgang im Jahre 1912. 2. Bericht der Herren Rechnungsrevisoren und Beschlussfassung über die Jahresrechnung pro 1912. 3. Wahlen. (32 1/2) (92 1)

Die Eintrittskarten werden gegen genügenden Ausweis über den Aktienbesitz auf unserem Bureau abgegeben. Die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung liegen vom 20. Januar ab in unserem Bureau zur Einsicht der Herren Aktionäre auf.

Bürglen (Thurgau), den 15. Januar 1913.

Der Verwaltungsrat.

Hypothekbank in Winterthur

mit Filiale in Zürich

(Einbezahltes Aktienkapital: Fr. 15 Millionen Reserven Fr. 2,325,000.)

Wir nehmen — so lange Bedarf — Geider an gegen

4 1/2 % Obligationen

3 Jahre fest, nachher beidseitig halbjährlich kündbar.

Solide Obligationen, die in den nächsten Monaten rückzahlbar sind, werden an Zahlung genommen.

(29312) 1773'

Die Direktion.

Sicherer Titel von Fr. 22,000

à 4 1/2 % mit 5 jährlichen Abzahlungen à Fr. 1000 und Rest mit Fr. 2000 zu platzieren gesucht, event. mit Einzahlung.

Offerten gef. unt. Chiffre A194H an Haasenstein & Vogler, Bern.

Insertions

pour les

financiers

commerçants

et Industriels

trouvent dans la Feuille officielle

suisse de commerce

la publicité la plus étendue et la plus efficace.

Règle des annonces:

Haasenstein & Vogler

Junger Mann von guter Familie der französischen Schweiz sucht Stelle als

Lehrling

in ein Handelshaus, wo er Kost und Logis beim Meister hätte.

Offerten unter Chiffre B194 F an Haasenstein & Vogler, Fribourg. (187.)